

## 26 propositions pour développer l'accès à la culture et la pratique artistique des jeunes

### *Contribution à la réflexion nationale sur l'éducation artistique et culturelle*

#### **Axe 1- Développer et articuler les actions proposées aux jeunes pendant leurs différents temps de vie**

L'école tout comme la structure d'enseignement artistique dans laquelle l'enfant peut être inscrit, considère que l'enfant doit centrer son temps, son énergie et son travail autour du projet qu'elle propose. L'enfant est donc écartelé entre des injonctions contradictoires. S'y ajoutent les contraintes liées à l'organisation de la vie familiale : très vite, l'emprise sur le temps de l'enfant devient déraisonnable et conduit les familles à renoncer à l'enseignement et la pratique artistique.

Ces derniers sont de ce fait trop souvent réservés à des jeunes capables de tout mener de front (et de ce fait pleinement valorisés) alors que d'autres, pourtant motivés, se voient contraints de « se recentrer » sur leurs études. C'est nier l'apport réciproque et les synergies importantes entre les apprentissages scolaires et artistiques.

#### **1.1 - Réaffirmer que l'enfant est un tout non partageable et que la coordination de ce qui lui est proposé est une priorité, en mettant en place un livret « de parcours artistique » qui ferait le lien entre les différentes structures**

et ce, même si les différents temps de l'enfant relèvent tout au long de la journée, de logiques et responsabilités différentes (enseignement obligatoire, occupation choisie, temps privé)

De la petite enfance au monde étudiant, les propositions d'accès à l'éducation, l'enseignement, la pratique artistique sont extrêmement variées : actions conduites en milieu scolaire, propositions des structures agréées d'enseignement artistique, propositions associatives. S'il est important de coordonner ces différentes initiatives autour du parcours de l'enfant, il est également fondamental de reconnaître et valoriser les apports des uns et des autres.

#### **1.2 - Réaffirmer le caractère d'intérêt général de l'accès à l'enseignement et la pratique artistique et par conséquent, leur inscription dans un principe de non-lucrativité**

que ce soit au sein de l'école, ou des structures extérieures, il est fondamental que tout enfant puisse accéder à une offre diverse et de qualité, inscrite dans une offre territoriale coordonnée : les propositions de type lucratif répondent aux choix de certains (clients et non plus usagers : flexibilité des horaires, évaluation, cursus à la carte ne peuvent se substituer à l'offre « publique » que celle-ci soit le fait d'établissements public ou d'associations subventionnées. Celle-ci doit donc être mise en avant et qualifiée par souci de transparence vis-à-vis des usagers : service public, délégation de service public, proposition associative bénéficiant d'agréments, etc.

#### **1.3 - Préserver les propositions déjà existantes permettant de concilier pratique artistique et cursus scolaire et les développer, tout en les articulant**

Les propositions existantes sur le temps scolaire (intervention de professeurs /classes à pac /chorales et orchestres à l'école /classes à horaires aménagés /enseignement obligatoire musique et art plastique au collège / option artistique au lycée /filière TMD) sont nombreuses et très variées. Ces projets sont porteurs d'intégration et de réussite scolaire. Il est cependant indispensable de les articuler de façon harmonieuse (et plus fluide) tout au long du parcours d'éducation de l'enfant puis du jeune :

- initiation et éveil généralisés en maternelle
- maintien et renforcement en primaire et au collège des propositions d'éducation artistique renforcée (chorale-orchestre à l'école etc.) ainsi que celle permettant d'intégrer sur le temps scolaire les propositions d'enseignement artistique spécialisé : classe à horaires aménagés ainsi que les projets artistiques type classe à PAC ;
- réfléchir au contenu et à la nature des cours obligatoires d'art plastique et de musique au collège, notamment dans le cas de participation à des classes « artistiques ».

#### **1.4 - Organiser et intensifier la proposition artistique du lycée**

en développant l'offre de type « sport-études » adaptée aux cursus artistiques (non professionnalisant), en préservant pour les plus engagés, la filière technologique TMD, et en veillant à un égal accès aux options artistiques (nombre suffisant de places et réparties sur le territoire)

En effet, alors que les propositions sont nombreuses au stade du collège, il n'existe pas de dispositif à la suite des classes CHAM/CHAD/CHAT sauf à Paris (où existe le double cursus, ex mi-temps pédagogique). La seule

proposition pour les élèves souhaitant poursuivre le cursus artistique de manière intégrée est l'hyperspécialisation via la section TMD.

### **1.5 - Tous les dispositifs relevant d'un partenariat école-structure d'enseignement artistique doivent être partie intégrante des projets des deux établissements :**

- valoriser les parcours des élèves, les capitaliser (livret accompagnant l'enfant) et les valider au niveau des examens scolaires (brevet des collèges et BAC)
- accueillir tout type d'enfant : aucun ne doit être empêché pour des raisons sociales ou de handicap ; il faut donc mettre en place des accompagnements pour répondre aux difficultés spécifiques.
- prendre en compte les freins matériels : coûts induits, problème de transports, manque de disponibilité de la famille, et mettre en place des internats adaptés quand c'est nécessaire.
- réaffirmer le principe fondateur de mixité sociale de ces dispositifs : l'intégration en est une conséquence et non pas un but.

## **Axe 2- Favoriser une approche territoriale et partenariale de l'éducation artistique et culturelle**

La France dispose d'un maillage riche d'établissements et de structures participant à l'éducation artistique et culturelle, grâce à l'investissement important des collectivités territoriales et au dynamisme du réseau associatif. L'éducation artistique mais également l'enseignement et la pratique relèvent de l'intérêt général ; l'accès de tous doit être garanti dans des conditions équivalentes sur l'ensemble du territoire et quels soient les domaines et les esthétiques.

L'offre est cependant inégalement répartie sur le territoire et repose trop souvent sur les choix de politique culturelle des différents niveaux de collectivités : la cohérence d'ensemble est peu apparente, générant des redondances préjudiciables à l'équilibre des structures associatives ou des manques criants, contribuant à accroître l'inégalité d'accès des citoyens aux dispositifs proposés.

Par ailleurs, l'association des citoyens dans la définition des politiques territoriales en matière d'éducation artistique reste très limitée conduisant à ce qu'élus, fonctionnaires de l'état ou des collectivités et artistes déplorent le développement de comportements « consommateurs » parmi les usagers. Pour être pleinement profitable, l'éducation artistique doit s'« adresser » à la fois aux élèves et à leurs familles.

Il convient aussi de ne pas oublier que c'est la famille qui pilote le projet de vie : il faut donc l'intégrer à l'approche partenariale de l'éducation artistique et culturelle.

2

### **2.1 - Améliorer la lisibilité des différents intervenants en créant des labels transparents et fiables**

par la mise en place d'une labellisation claire (« classement » par l'état des structures publiques, « agrément » pour les structures associatives). Ces labels doivent cependant bénéficier d'une garantie et l'état doit jouer son rôle d'« organisation » de l'enseignement artistique :

- en renforçant le rôle de l'inspection du ministère de la culture pour les établissements publics classés, en s'appuyant sur les services déconcentrés pour le contrôle des structures agréées ;
- en confiant la mission de vérifier la conformité de l'offre à des commissions territoriales plurielles (élus, administration, artistes, usagers) ;
- en adossant la labellisation à l'obligation de renforcer la gouvernance multipartite des structures (participation des usagers obligatoire dans des instances de décision et non plus de seule concertation).

### **2.2 - Améliorer la connaissance de l'ensemble du dispositif territorial d'éducation artistique**

en enrichissant les schémas départementaux d'enseignement artistique de l'offre associative des structures du spectacle vivant et des dispositifs d'accompagnement de la pratique amateur.

### **2.3 - S'appuyer sur les établissements publics (conservatoires, scènes nationales, etc.) comme centre ressources pour l'ensemble des partenaires**

### **2.4 - Prévoir systématiquement dans les projets de construction (ou de rénovation) d'établissements scolaires ou de l'enseignement supérieur, la réalisation d'un auditorium permettant d'accueillir des spectacles extérieurs ou l'expression des projets artistiques des élèves**

### **2.5 - Elaborer, mettre en œuvre et évaluer un schéma régional d'expression artistique**

intégrant les dimensions de l'éducation artistique, des enseignements artistiques et des pratiques amateurs permettant d'assurer la cohérence et d'orienter les financements publics vers les structures s'inscrivant dans ce schéma régional.

### **2.6 - Mettre en place un fonds de mutualisation/péréquation finançant les enseignements artistiques**

à partir des contributions des collectivités territoriales (communes, intercommunalités, conseils généraux et régionaux) en tenant compte des investissements déjà menés sur leur budget propre et d'une participation de l'Etat. Ce fonds administré par les différents niveaux de collectivités, permettrait d'assurer une plus grande égalité d'accès des enfants à l'enseignement public artistique de deux manières différentes :

- en s'assurant d'un maillage d'établissements classés et notamment en impulsant la mise en place de tels outils dans les aires où les collectivités ne souhaitent pas en être directement responsables
- en compensant les écarts de tarifs entre les habitants du territoire (ville/ hors ville ; agglo / hors agglo, etc.)

## **2.7 - Mettre en place un comité régional des enseignements artistiques**

composé d'élus des différents niveaux de collectivités, de représentants de l'état et de la fonction publique territoriale, des artistes et des usagers (étudiants, parents d'élèves, praticiens amateurs) qui :

- administre le fonds de péréquation/mutualisation des enseignements artistiques
- s'assure d'une offre publique d'enseignement artistique répartie sur le territoire
- oriente les financements conformément au schéma régional d'expression artistique sur la base de contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens adossés à des projets d'établissement

## **Axe 3 - Prendre en compte la diversité des modes d'accès des jeunes à l'art et à la culture**

Les pratiques culturelles des jeunes se maintiennent voire progressent en volume, mais évoluent dans leur contenu. Il faut noter l'abondance de l'offre (et sa grande qualité) à destination des jeunes publics : spectacles, littérature, expositions, etc. Le développement du numérique, dès lors que les jeunes disposent d'un accès, ouvre à l'extrême les horizons culturels si tant est que la curiosité soit au rendez-vous.

Mais il s'agit trop souvent de placer l'enfant et le jeune dans un rôle de consommateur. La pratique artistique, chronophage et nécessitant une implication plus importante, est malmenée : trop peu de jeunes s'y inscrivent soit pour des raisons de choix soit pour des raisons matérielles.

### **3.1 - Maintenir voire accroître les possibilités d'accès des jeunes au spectacle vivant**

dans le cadre scolaire mais également avec les familles, ce qui est encore trop souvent réservé à celles ayant des moyens conséquents

### **3.2 - Améliorer la lisibilité des offres tarifaires des lieux de spectacle**

en faveur des jeunes et des étudiants et développer l'offre de spectacle en famille (tarif réduit pour les enfants mais également pour les parents accompagnants)

### **3.3 - Prêter une attention particulière à l'accès en transports publics des lieux de spectacle**

afin de permettre l'accès des jeunes et des étudiants excentrés.

### **3.4 - Valoriser la pratique artistique comme indispensable à l'équilibre de l'enfant**

au même titre qu'une pratique sportive : la grande majorité des enfants qui aura une pratique artistique suivie, s'y inscrit dès le plus jeune âge.

C'est également à cet âge que la mise en place d'une culture commune est fondamentale afin de réduire les inégalités, mais également l'initiation aux cultures spécifiques.

### **3.5 - Donner leur place aux familles, dont le rôle est capital dans l'inscription dans une pratique artistique**

accompagner et soutenir les plus éloignées de ce type de pratique, s'appuyer sur la pratique artistique de l'enfant pour impliquer les familles dans leur scolarité, faire une place aux familles dans les dispositifs de gouvernance etc.

### **3.6 - Développer (créer le « besoin impérieux ») la pratique artistique (musique, danse, théâtre) dès la maternelle en généralisant l'éveil et l'initiation, et en les localisant dans l'école**

grâce à l'intervention d'artistes enseignants spécialisés (cf. expériences menées par certaines collectivités) en lien avec les structures d'enseignement artistique.

### **3.7 - Développer les classes à horaire aménagé, classes à PAC, classes orchestres ou tout autre configuration structurée autour d'un projet de pratique artistique collective ou d'une pratique artistique soutenue**

Regrouper des enfants et plus encore des jeunes ayant des projets communs ou similaires permet de s'appuyer sur le besoin de reconnaissance des pairs, croissant avec l'âge, tout en augmentant la mixité sociale. En effet, s'appuyer sur l'aspect fédérateur d'une pratique artistique collective permet d'associer des enfants ou des jeunes indépendamment de leur milieu d'origine (à condition que l'éveil ne soit pas réservé qu'à ceux dont les familles mènent cette démarche auprès de structures spécialisées).

**3.8 - Mettre en place des cursus scolaires en lycée permettant de valoriser les pratiques artistiques des adolescents et de les accompagner dans des choix d'activités souvent dévalorisées par leurs pairs**

**3.9 - Préserver la filière TMD**

qui permet à des élèves déjà engagés dans une pratique artistique intensive d'accéder à l'enseignement supérieur sans pour autant devoir être ultra performant dans tous les domaines

**3.10- Mettre en place les passerelles (reconnaissance des acquis) encore trop rares entre les projets menés dans le cadre de l'école et les structures d'enseignement artistique, mais également entre structures d'enseignement artistique**

en s'appuyant sur la labellisation proposée, pour augmenter les « points d'entrée » dans l'enseignement artistique, conformément à la diversité des profils des jeunes : certains d'entre eux, entrés par les musiques actuelles dans une pratique artistique, souhaitent s'inscrire dans des cursus « classiques » sans pour autant que soient niées leurs acquis. De la même manière, les élèves inscrits dans des projets d'orchestre à l'école doivent pouvoir s'ils le souhaitent, intégrer un cursus plus intensif et complet de conservatoire, mais avec une reconnaissance des compétences acquises.

## **Axe 4- Le numérique et les nouveaux médias: quelle place dans l'éducation artistique et culturelle**

Le numérique dans l'éducation artistique n'est pas une fin en soit mais un outil. On note que cet outil qui est profondément structurant est en cours d'appropriation par les institutions. Le nouvel enjeu qui consiste à d'apprendre à valoriser le parcours individuel de l'élève et sa propre acquisition des connaissances est une question transversale qui parcourt toutes les formes d'enseignement et de transmission.

**4.1 - S'appuyer sur les médiathèques de structures agréées d'enseignement artistique comme centres ressources pour l'accès à la culture numérique**

- mettre à disposition des outils informatiques support à la création artistique (logiciel) et donc avoir à disposition du public suffisamment de matériel ;
- assurer auprès des jeunes la formation à l'utilisation de ces outils ;
- faciliter la diffusion des œuvres et des fonds documentaires en s'appuyant de pôles ressources type intranet de la médiathèque de la cité de la musique ou base documentaire du centre national de la danse.

**4.2 - Créer un portail à destination des jeunes permettant d'accéder aux fonds documentaires et aux œuvres** en imaginant une présence sur les sites des réseaux (par exemple « youtube ») pour amener les jeunes vers ce portail

## **Axe 5- Mieux former les acteurs**

La formation des enseignants quelque soit la discipline, est toujours compliquée en France du fait de sa non intégration dans le système de grade universitaire.

Dans un monde éducatif et artistique qui tend à la mutualisation des moyens il est incontournable que chacun des acteurs soient formé pour apprendre à travailler en partenariat. Et en attendant qu'un véritable éducation artistique soit entrée dans le socle commun de chaque élève à l'école , il faut que tous les futurs enseignants et enseignants soient sensibilisés aux enjeux de l'éducation artistique et culturelle afin de mettre en route une véritable dynamique.

**5.1 - Reconnaître les compétences des personnes formées quelles que soient les structures d'exercice de ces compétences**

- donner une place réelle au sein de l'école, aux les dumistes qui ont une formation spécifique pour la transmission artistique et culturelle. L'Etat et les collectivités territoriales doivent se mettre d'accord sur leur niveau d'emploi afin que chaque école puisse avoir des intervenants en milieu scolaire qualifiés. On doit leur donner la pleine responsabilité des groupes d'enfants qu'ils ont en charge.
- mettre en place un système de labellisation pour les artistes ayant acquis des compétences en médiation culturelle

**5.2 - Intégrer dans toutes les formations, une formation à l'outil informatique et aux logiciels servant à la création artistique, montage, enregistrement, diffusion**